



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

08-08-2014

Communiqué de Communistes
Après 51 jours de grève, de palabres
avec le capital, Ça suffit !
La Poste doit retirer le projet de
regroupement des sites
sur d'Aubigny sur Nère (18)

Après 51 Jours de grève à Aubigny sur Nère(18) , le Président de La Poste dans un courrier du 23/07/2014, en réponse à la fédération CGT FAPT qui lui demande de suspendre les réorganisations sur le plan national, écrit :« *Je peux vous assurer de mon engagement total pour promouvoir et faire progresser le dialogue social et stratégique, pour écouter et tenir compte autant que possible de vos propositions dans les projets et pour développer cet esprit de dialogue partout au sein de La Poste.* ». Autrement dit, il fait la sourde oreille.

Il n'y a pas de dialogue possible avec les directeurs locaux qui n'ont qu'un rôle de « démineurs ».

C'est le Président, aux ordres du pouvoir, qui prend les décisions menant à une dégradation sans précédent du Service Public, et à liquider le statut le personnel.

51 jours de grève dans la maison La Poste ! A qui profite ce long conflit, sans répondre aux revendications ? Au capital, qui s'organise pour casser la grève. Après 51 jours de grève, c'est le retrait total et définitif du projet d'Aubigny sur Nère (18) qui s'impose.

La Poste vient de bénéficier du CICE, de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales.

Les rémunérations perçues par les 10 plus hauts dirigeants de La Poste ont progressé de 12 % ! Mr Wahl, Président de la Poste, dont le salaire est normalement plafonné à 450 000 euros (dirigeant d'une entreprise publique), a touché 736 490 euros ! Pour les Postiers en lutte, c'est concrètement 51 jours sans salaire, il faut rappeler que pour l'ensemble du personnel de La Poste les salaires sont bloqués depuis 4 ans. Quelle honte !

Le pouvoir en place, aux ordres du MEDEF exige l'accélération de la privatisation de La Poste pour mieux s'accaparer les restes d'un marché juteux, au détriment des usagers.

Pour faire ses mauvais coups, La Poste a un outil à sa disposition : l'accord national interprofessionnel (ANI) signé par CFDT, CFE-CGC. S'appuyant sur cet accord, elle remet partout en cause la durée du travail, les 35 heures, baisse le pouvoir d'achat des personnels, supprime des milliers d'emplois (**5285 emplois de moins en 6 mois, plus que l'année 2013**), s'attaque aux acquis, aux usages, flexibilise le travail à outrance.

La Poste casse toute cohérence du réseau acheminement et du réseau distribution, le courrier est aujourd'hui distribué en fonction de l'intérêt financier des zones couvertes, c'est ainsi qu'elle choisit les départements ou bassins d'emplois selon leur « rentabilité ». On voit localement des distributions passer à 5 jours sur 7, elle tente également de supprimer la tournée du samedi dans bon nombre de départements français.

La question de la baisse du trafic relayée tant par le patronat que par des organisations syndicales complaisantes n'est qu'un prétexte pour continuer à « baisser le coût du travail » et supprimer des emplois. Dans le même temps elle augmente ses tarifs postaux pour compenser les pertes de volume liées à l'ouverture à la concurrence, à l'externalisation des activités, ce qui va inciter les entreprises clientes à quitter La Poste.

Pour Communistes, **livrer** La Poste au capital privé, c'est poursuivre la casse d'un service public indispensable aux usagers.

Communistes apporte son soutien total à la lutte des postiers pour qu'ils obtiennent satisfaction, stopper la privatisation de ce qui reste du secteur public et pour renationaliser les secteurs décisifs de l'économie de notre pays dont La Poste fait partie.

Communistes appelle les postiers du Cher, les usagers à participer à toutes les initiatives engagées par leurs organisations syndicales.